



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le jeudi 9 juin 1977

Vol. 19 — No 51

Président: M. Clément Richard

Table des matières

| | |
|--|------|
| Projets de loi au nom du gouvernement | |
| Projet de loi no 44 — Loi constituant la Société de développement coopératif | |
| Première lecture..... | 1343 |
| Dépôt de document | |
| Rapport annuel de la Régie des loteries et courses..... | 1343 |
| Questions des députés | |
| Usine de la Consolidated Bathurst au Cap-de-la-Madeleine..... | 1343 |
| Pollution des eaux par le mercure..... | 1345 |
| Inscription des élèves à l'école anglaise..... | 1347 |
| Règlements relatifs aux camions commerciaux..... | 1347 |
| Intervention policière à Montréal..... | 1348 |
| Manifestation aux Affaires sociales à Québec..... | 1349 |
| Intervention policière (suite)..... | 1350 |
| Contrats de construction dans la région de Montréal..... | 1350 |
| Démission du délégué général à Paris..... | 1351 |
| Demande de débat d'urgence | |
| Démolition d'édifices à Montréal..... | 1352 |
| Travaux parlementaires | |
| Motion d'ajournement des travaux de la Chambre..... | 1354 |
| Vote sur la motion..... | 1354 |
| Ajournement..... | 1355 |

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le jeudi 9 juin 1977

(Quinze heures dix minutes)

M. Richard (président): À l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. Burns: Article f), s'il vous plaît.

Projet de loi no 44

Première lecture

Le Président: Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières propose la première lecture de la Loi constituant la Société de développement coopératif.
Mme le ministre.

Mme Payette: Le présent projet de loi pour-voit à la constitution et à l'organisation de la Société de développement coopératif. La société a pour objet d'apporter à certaines entreprises coopé-ratives une aide financière et les services sus-ceptibles de stimuler leur création et leur dévelop-pement. L'administration de la société est confiée à un conseil composé de onze membres nommés par le gouvernement, dont certains sur la recom-mandation du Conseil de la coopération du Qué-bec. À même les avances annuelles de \$1 million qui lui sont consenties par le ministre des Finan-ces et par des coopérateurs-souscripteurs tels que définis au projet de loi, la société peut, à des conditions déterminées, aider financièrement des entreprises coopératives en leur consentant des prêts, en souscrivant des valeurs de leur capital social ou en garantissant des emprunts qu'elles ont obtenus.

À même une somme annuelle de \$400 000 qui lui est versée par le ministre des Finances et d'au-tres sommes supplémentaires et additionnelles qui peuvent lui être versées par des coopérateurs-souscripteurs et par le ministre des Consomma-teurs, Coopératives et Institutions financières la société peut assurer aux entreprises coopérati-ves... sociétés coopératives agricoles (Statuts re-fondus 1964, chapitre 124), un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi des syndicats coopéra-tifs (Statuts refondus 1964, chapitre 294)...

Une voix: L'autre page. À droite, Mme Payette.

Mme Payette: Ah! Excusez-moi. Je reprends donc ma phrase. "La société peut assurer aux en-treprises coopératives des services d'assistance technique — cela a beaucoup plus de sens — de consultation, d'information, de gestion et d'admi-

nistration. Le projet de loi délimite les pouvoirs d'emprunts et de placement de la société."

Le Président: À l'ordre, messieurs! À l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture à la pro-chaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des dé-putés.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
M. le ministre du Revenu

DÉPÔT DE DOCUMENT

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses

M. Parizeau: M. le Président, à titre de minis-tre du Revenu, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1976/77 de la Régie des loteries et courses du Québec conformément à l'article 19 de la Loi sur les loteries et courses, chapitre 28 des lois de 1969.

Le Président: Document déposé.
Période de questions orales.
M. le chef de l'Opposition officielle

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

Usine de la Consolidated-Bathurst au Cap-de-la-Madeleine

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ven-dredi dernier, le premier ministre, en parlant de l'Usine de la Consol du Cap-de-la-Madeleine, di-sait: "D'ici quelques jours, il se peut que certaines nouvelles, du moins transitoires, puissent rassurer temporairement les travailleurs impliqués."

Or, hier, la compagnie Consolidated-Bathurst annonçait sa décision de reporter la date définitive de la fermeture de l'usine du Cap-de-la-Madeleine du 15 septembre 1977 au 15 octobre 1977, à la condition que la main-d'oeuvre, la productivité et les réserves de bois soient suffisantes pour assu-rer une production normale jusqu'au 15 octobre 1977. Au nom du syndicat, si on s'en rapporte au journal The Gazette, M. Jean-Louis de Carufel a exprimé la très grande déception des travailleurs impliqués.

Ma question est la suivante: Est-ce que le premier ministre a été informé, d'abord, de la dé-cision de la Consol? Dans la mesure où cette dé-cision, contrairement à ce qui avait été indiqué, ne semble pas directement liée à l'examen qui devait être fait de tenter de garder l'usine en fonction-

nement sous une forme ou une autre, est-ce que le premier ministre entend se rendre à la demande du syndicat, qui souhaite que le gouvernement institue un comité d'étude pour déterminer si la fermeture de l'usine est oui ou non justifiée?

Est-ce que le premier ministre entend intervenir personnellement de nouveau auprès des autorités de la Consolidated-Bathurst?

M. Lévesque (Taillon): Je n'ai pas très bien compris au début ce à quoi se référait le chef de l'Opposition en disant: En sortant la semaine dernière de l'usine de Wayagamack.

M. Levesque (Bonaventure): En répondant à une question.

M. Lévesque (Taillon): D'accord. Parce que je n'ai pas eu l'occasion d'y aller. Très rapidement je rappellerai l'arrière-plan. Je pense que le chef de l'Opposition est un de ceux qui savent de quoi il s'agit puisqu'il était à La Malbaie lui aussi. Il y a eu une rencontre quasi accidentelle du grand patron de l'ensemble dont fait partie Consolidated, M. Desmarais.

M. Levesque (Bonaventure): ...photographie.

M. Lévesque (Taillon): Avec M. Laberge, qui est président de la fédération ouvrière à laquelle appartiennent les travailleurs de Wayagamack et votre serviteur, au moment du sommet économique. À ce moment-là les travailleurs ont demandé — et on a poussé un peu du côté de la compagnie, M. Laberge et moi-même, pour qu'on en tienne compte — que la fermeture n'ait pas lieu tel que prévu.

Je ne crois pas que ce soit à nous de quêter, tout de même, sauf à partir d'un dossier, des décisions précises là-dessus. J'ai été averti, en effet. Je n'ai pas couru après. Je ne crois pas que ce soit le rôle du premier ministre ou du gouvernement non plus. J'ai été averti par la compagnie Consolidated, après lui avoir fait savoir qu'on voulait voir s'il y aurait une suite, qu'au cours d'un conseil d'administration ces jours derniers il serait probablement possible de reporter d'un mois.

Cela nous donne jusqu'au 15 octobre, tel que la compagnie le dit, c'est-à-dire quatre mois en tout, pour voir venir et essayer de trouver des solutions. Est-ce que ce pourrait être le prolongement des opérations, est-ce que ce pourrait être une transformation vers d'autres productions? Est-ce que ce pourrait être le rachat par d'autres entreprises? De tout cela il a été question et ce l'est encore.

Entre-temps, il y aura au mois d'août, et j'espère le mieux préparé possible, ce qu'on pourrait appeler une sorte de conférence au sommet du secteur des pâtes et papiers, ce secteur qui a ses parties modernes ou modernisées et ses parties vieillissantes plus que déclinantes, souvent moribondes, comme celle de Wayagamack ou d'East Angus.

À et avant cette réunion générale autour du problème des pâtes et papiers à laquelle l'Assemblée nationale elle-même va servir de forum, on

verra, ensemble, tout le monde, avec les gens du secteur, ce qu'il y a moyen de faire. S'il y a moyen de trouver une réponse avant, tant mieux. S'il y a moyen de la trouver à ce moment-là, tant mieux aussi. Pour revenir au point de départ de la question du chef de l'Opposition, oui, j'ai été mis au courant de ce délai d'un mois.

Je comprends très bien aussi que pour les employés syndiqués ce ne soit pas exactement l'idéal. C'est évident qu'un mois ce n'est pas un an. On ne voit pas très bien, à partir du dossier tel qu'on le connaît, comment on pourrait commencer à faire des pressions qui risqueraient d'être artificielles tant qu'on n'aura pas une idée générale et du problème de Wayagamack et des solutions possibles et aussi de la façon dont cela s'inscrit dans l'ensemble de l'industrie des pâtes et papiers.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, une question non pas additionnelle, mais je veux reprendre ma question pour avoir une réponse quant à la suggestion du syndicat d'instituer un comité d'étude pour réellement déterminer si la fermeture de l'usine est oui ou non justifié.

M. Lévesque (Taillon): Sur cette question qui vient de surgir, quant à moi, peut-être que le ministre des Terres et Forêts ou le ministre de l'Industrie et du Commerce seraient plus au courant que moi et auraient peut-être déjà eu le temps d'évaluer la suggestion. Un de mes deux collègues pourrait-il prendre la relève? Ou si c'est flambant neuf, on est tous devant une suggestion qui arrive dans les journaux.

M. Bérubé: M. le Président, nous avons effectivement rencontré le syndicat. Lors de cette rencontre il n'y a malheureusement pas eu de discussions portant sur le fait qu'on devrait former un comité d'étude pour discuter du cas particulier de la Wayagamack. Par contre, il est évidemment très possible que la situation évolue à Cap-de-la-Madeleine et que le syndicat en soit venu à la conclusion qu'il y aurait lieu d'avoir un comité de travail.

Cependant, compte tenu du fait que nous sommes déjà à la mi-juin, compte tenu du fait que nous sommes à préparer la commission parlementaire qui va discuter de cette industrie, compte tenu du fait que justement, en particulier lors d'une rencontre que j'ai eue avec les dirigeants de la société en question, la Consolidated Bathurst, nous avons dit que nous aurons l'occasion lors de cette commission parlementaire de discuter avec eux du problème de vieillissement de l'industrie, nous pourrions, à ce moment, défendre le cas particulier de leur usine de Wayagamack. Il nous semble préférable de concentrer notre énergie à la préparation d'une commission parlementaire sérieuse. Pour cette raison, je ne verrais pas la nécessité de chercher à former un comité d'autant plus qu'il n'est pas certain que l'industrie accepte de participer à ce comité à cette étape-ci. Je dois vous souligner que dans le cas d'East Angus, la compagnie n'a pas accepté de participer à un tel

comité. Par conséquent, je ne suis pas certain du succès que pourrait avoir un tel comité qui ne regroupait finalement que des fonctionnaires avec le syndicat. De toute façon, nous arriverions aux mêmes conclusions que celles auxquelles nous arrivons présentement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, une question additionnelle au ministre des Terres et Forêts. Ne croit-il pas, justement, que, dans le but de bien préparer cette commission parlementaire, on pourrait au moins essayer, en y conviant la compagnie, le syndicat et les fonctionnaires intéressés, de former ce comité d'étude qui serait de nature à permettre peut-être la production d'un rapport lors des auditions de la commission parlementaire? Nous avons là un cas précis où des travailleurs sont menacés de perdre leur emploi. N'y aurait-il pas lieu de commencer immédiatement, plutôt que d'attendre à la fin d'août, alors que nous n'aurons plus qu'un mois ou un mois et demi avant la fermeture définitive, si on en croit, évidemment, la réponse de la compagnie?

M. Bérubé: M. le Président, la constitution d'un comité d'étude du type dont on parle présentement suppose la collaboration de tous les participants. Or, ce que je viens de souligner, c'est qu'il n'est pas du tout prouvé que l'entreprise, la Consolidated-Bathurst, va accepter de participer à un tel comité d'étude. Je dois même vous souligner que, dans l'Est du Québec, où nous effectuons présentement une étude sur le sciage, l'industrie accepte de discuter avec les fonctionnaires des ministères sous le sceau de la confidentialité, mais n'accepte pas de divulguer ses chiffres publiquement. Par conséquent, l'industrie, dans le cas de l'Est du Québec, a demandé que l'étude soit faite tout simplement conjointement avec le ministère. Ils acceptent de participer. Le même problème se situe au niveau d'East Angus et va se situer, sans doute, au niveau de la Consolidated-Bathurst, d'après ce que j'ai cru percevoir. Par conséquent, nous allons nous retrouver exactement dans la même situation, c'est-à-dire des mémoires indépendants venant soit de l'industrie, du syndicat ou de la fonction publique.

Comme nous sommes, justement, à élaborer notre commission parlementaire, je pense que le syndicat peut nous préparer un mémoire et, là, nous aurons l'occasion d'en discuter. Mais je ne suis pas du tout convaincu que les faire s'asseoir avec la compagnie, si la compagnie ne veut pas s'asseoir, cela va permettre d'avancer les choses.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, simplement pour terminer avec une autre question qui s'accroche à la réponse du ministre. Je ne conteste pas les appréhensions du ministre, il peut avoir raison. Tout ce que je suggère au ministre — ne peut-il pas en tenir compte — comme l'a fait d'ailleurs le syndicat, c'est au moins d'essayer de lancer l'invitation aux intéressés.

M. Bérubé: A priori, on peut toujours essayer.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: M. le Président, question additionnelle à la suite de la question posée par le leader de l'Opposition officielle. Le ministre sait que, demain midi, il rencontrera le comité ad hoc qui examine le problème d'East Angus.

Pour faire suite à cette proposition qui est faite afin de donner du matériel, peut-être, à cette commission qui siégera le 30 septembre — j'ai personnellement assisté à la rencontre — la compagnie a déposé, dans les réunions qui ont suivi, des chiffres et tout ce dont le comité pouvait avoir besoin. Maintenant, je comprends bien une compagnie qui a annoncé son intention de fermer, comme c'est le cas de celle qu'on rapporte, celle d'East Angus, je me mets dans leur peau et je comprends que travailler à 8 heures par jour, au bureau, pour fermer une usine et, histoire de changer de chapeau, aller travailler trois heures pour garder l'usine ouverte, il y a une situation un peu loufoque. Si la compagnie n'assiste pas aux rencontres, il semble que le mémoire, qui va être déposé demain, devant vous, pourrait servir de base pour la discussion qu'il y aurait dans l'autre compagnie.

Est-ce que vous pensez que cette situation est valable, peut aider pour le début de la commission qui va commencer le 30 septembre?

M. Bérubé: M. le Président, oui, je le crois.

Le Président: M. le député de D'Arcy-McGee.

Pollution des eaux par le mercure

M. Goldbloom: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'environnement. Elle comporte deux volets. D'abord, j'aimerais savoir s'il a reçu — lui qui avait l'habitude d'engueuler si légèrement l'adversaire comme du poisson pourri — le poisson qui lui a été expédié? Deuxième volet: J'aimerais savoir si les analyses de la chair des poissons, dans le lac Saint-Louis, continuent d'indiquer qu'il n'y a pas besoin d'interdire la pêche sportive dans cette région ou s'il y a des conseils, des directives que le ministre a l'intention d'émettre à l'endroit des pêcheurs, cette année.

M. Léger: M. le Président, concernant le problème que vient de mentionner le député de D'Arcy-McGee, je peux lui dire que j'ai demandé, aujourd'hui, au ministre des Affaires sociales, dont les délégués au comité d'étude sur le problème du mercure et des matières toxiques étudient, justement, la possibilité de faire une enquête épidémiologique dans le reste du Québec, de la faire telle que le recommandait le groupe du professeur Fernet pour le lac Saint-Louis. Donc, il y aura, possiblement, une réponse positive de la part du ministre des Affaires sociales pour évaluer les conséquences possibles sur des personnes qui auraient pêché dans le lac Saint-Louis et qui pourraient avoir eu une cause quelconque.

Deuxièmement, je pense qu'au moment où on se parle — j'avais l'intention de le faire plus tard, mais puisque la question m'est posée — je puis demander aux personnes qui pêchent dans le lac Saint-Louis, de ne pas manger, jusqu'à nouvel ordre, le poisson qui est actuellement dans la région du lac Saint-Louis.

Troisièmement, le comité qui étudie le problème des matières toxiques m'a fait un rapport hier. Je puis vous dire que le comité a déjà certaines données et nous fera un rapport plus volumineux très bientôt sur les causes et les conséquences sur les êtres humains, du problème du mercure. Nous aurons bientôt des renseignements nous permettant de prendre certaines actions.

Cependant, je ne peux pas aller plus loin pour le moment puisque nous savons fort bien que le problème du mercure est très complexe. Certains rapports concernant le mercure dans la région du Nord-Ouest québécois ont fait conclure d'une façon peut-être pas suffisamment rigoureusement scientifique que les quelques individus qui avaient démontré certains tremblements, cela aurait pu être causé par la maladie de Minamata; cela n'était pas nécessairement causé par le mercure. Nous allons maintenant faire des tests avec d'autres groupes de la région qui n'auraient pas ingurgité de poissons, pour évaluer s'il y a les mêmes conséquences.

Finalement, concernant la région du lac Saint-Louis, je veux simplement dire que les déversements par la compagnie Stanchem actuellement, au moment où on se parle, ont été faits selon les normes acceptées de la technologie moderne connue. Cependant, le problème provient de l'accumulation depuis plusieurs années de mercure qui s'est transformé en méthyle de mercure. Donc pour le moment, nous n'avons pas plus de moyens d'évaluer les conséquences. Ce que je puis dire, les gens, s'ils veulent continuer d'aller à la pêche, ce n'est pas moi qui vais les empêcher, mais je suggérerais fortement de ne pas manger de poissons du lac Saint-Louis. Mais ce n'est pas...

M. Lavoie: Question de règlement. Avez-vous remarqué, M. le Président, que cette réponse a pris cinq minutes exactement? Comment voulez-vous que les députés de l'Opposition soient limités à 30 minutes comme cela a été aussi rigide récemment?

M. de Bellefeuille: Question accessoire, M. le Président.

Le Président: M. le député de D'Arcy-McGee.

M. Goldbloom: Question additionnelle, M. le Président. Je ne peux m'empêcher de commenter que le journaliste Gilles Lesage avait raison de l'appeler un bavard impénitent.

Le ministre, hier, a lié cette question du mercure, dans le lac Saint-Louis, à la dépollution du fleuve Saint-Laurent et de toutes les eaux qui entourent l'île de Montréal. Par une petite tournure démagogique de phrase, il a laissé entendre qu'il

avait, lui, autorisé la réalisation de l'égout collecteur sur la rive nord de l'île de Montréal...

Une voix: Question!

M. Goldbloom: ... et qu'il avait reporté à plus tard la réalisation du secteur de la rive sud.

Des voix: Question!

Le Président: À l'ordre, messieurs! Je vous demande, messieurs, de laisser les membres de cette Assemblée s'exprimer. Tout le monde a droit à un préambule pour établir sa question.

M. le député de D'Arcy-McGee, le plus brièvement possible.

M. Goldbloom: Ma question est simple. La réalisation, l'entrée en fonction de l'usine d'épuration pour l'île de Montréal était prévue pour 1981. Aujourd'hui, quand cela se réalisera-t-il?

M. Léger: Nous aurons très bientôt l'occasion de signer avec le président de la Communauté urbaine de Montréal l'entente permettant à celle-ci de continuer les travaux pour le secteur nord de l'intercepteur de la rivière des Prairies. Quant à la deuxième partie, c'est-à-dire la construction de l'usine d'épuration, l'émissaire allant vers le fleuve Saint-Laurent et le secteur sud de l'intercepteur pour le collecteur des égouts du sud de la ville de Montréal, nous allons réévaluer la période de temps de cette réalisation au cours de l'automne, à l'intérieur du grand projet de l'ensemble de la Communauté urbaine de Montréal qui, comme le disait il y a quelque temps le ministre des Affaires municipales, pourrait coûter, pour l'ensemble, près de \$6 milliards.

Nous devons donc maintenant vivre selon nos moyens et éviter certaines conséquences, dont nous avons hérité de cette attitude très dépensière qu'avait l'ancien ministre des Affaires municipales qui n'a pas su contrôler les dépenses des Jeux olympiques.

Des voix: Oh!

M. Goldbloom: M. le Président, dernière question additionnelle.

Le Président: M. le député de D'Arcy-McGee.

M. Goldbloom: Le ministre aura-t-il objection à ce que je fasse un relevé dans le journal des Débats sur des déclarations qu'il a faites à ce sujet?

M. Mailloux: C'est cela.

Le Président: M. le député de Deux-Montagnes.

M. de Bellefeuille: Je voudrais demander au ministre si le conseil qu'il a donné aux pêcheurs à propos du poisson tiré du lac Saint-Louis s'applique également au poisson tiré du lac des Deux-Montagnes, de la rivière des Mille-Îles et de la rivière des Prairies.

M. Léger: Je pense qu'il est trop tôt...

M. Lavoie: Oui ou non?

M. Léger: Vous êtes bien pressé! Vous étiez beaucoup plus ouvert que cela quand vous étiez au pouvoir.

M. Lavoie: On a d'autres questions.

M. Léger: Je ne voudrais pas m'avancer aujourd'hui dans une déclaration plus longue ou aller plus loin dans cette défense de consommer du poisson. Je vais prendre avis de la question et j'aurai une réponse dans quelques jours.

M. Marchand: Question additionnelle.

Le Président: Une dernière question là-dessus, M. le député de Laurier.

M. Marchand: Hier, je posais, sur le même sujet, une question au ministre de l'environnement touchant la canalisation de la rivière des Prairies.

Le ministre ne m'ayant pas répondu, j'ai posé une question additionnelle et je n'ai pas eu de réponse. Je lui répète donc ma question aujourd'hui pour savoir s'il va rencontrer son homologue et non pas son "monologue" fédéral et faire les pressions voulues afin de régler le problème du lac Saint-Louis par la canalisation de la rivière des Prairies. Les hommes d'affaires du Nord, les hommes d'affaires d'Ahuntsic et tous les clubs Optimistes de la région nord de Montréal et de l'île Jésus font les pressions voulues. Est-ce que le ministre a l'intention d'aider...

Le Président: À l'ordre! Brièvement, s'il vous plaît, M. le ministre.

M. Léger: M. le Président, je vais étudier sérieusement la question.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

Inscription des élèves à l'école anglaise

M. Grenier: Ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Est-ce que le ministre de l'Éducation a pris connaissance de ce court article, mais important à mon sens: "Jusqu'au 3 juin, inscription aux écoles anglophones"? On le fait selon le système suivant: l'élève qui a déjà des frères et soeurs qui fréquentent ou ont fréquenté une école anglaise au Québec ou ailleurs ou l'élève dont l'un ou l'autre des parents a fréquenté une école élémentaire anglaise au Québec ou ailleurs. Le ministre a-t-il été informé de cette situation? A-t-il été consulté ou a-t-il donné son consentement à cette initiative qui semble appliquer déjà, à deux mois ou deux mois et demi de l'ouverture des classes, des règles de la loi 1 et qui va même un peu plus loin en appliquant un amendement que fera le chef de l'Union Nationale?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, certaines commissions scolaires, tout en ne procédant pas à l'inscription des élèves, demandent certains renseignements, anticipant peut-être par là l'adoption de la loi no 1. Il ne leur est pas interdit de demander les renseignements qu'elles désirent obtenir, tout comme il n'est pas interdit au ministre, en vertu de l'article 19, de la Loi de l'Instruction publique, de demander tout renseignement utile sur les enfants qui demandent à être admis dans les écoles.

Certaines commissions scolaires ont fait preuve d'initiative et il n'appartient pas au ministre de s'ingérer dans une telle initiative. J'ajouterai simplement que, dans le courant de la semaine prochaine, j'entends faire parvenir des directives plus précises aux commissions scolaires sur ce même sujet.

M. Grenier: Cela va, mais l'article va plus loin que cela, en disant, lui, que déjà on remplit des formules d'inscription. Cela a commencé le 20 mai et durera jusqu'au 3 juin. Vous qualifiez cette commission scolaire d'avant-gardiste, puisque déjà elle applique la loi qui n'est pas encore votée. Est-ce que vous êtes informé que d'autres commissions scolaires sont aussi avant-gardistes en appliquant déjà la loi 1 et en acceptant d'appliquer également l'amendement qu'apportera l'Union Nationale?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, les commissions scolaires ne sont pas habilitées à inscrire des enfants en vertu d'une loi qui n'a pas encore été adoptée. Elles sont, cependant, habilitées à demander tous les renseignements qu'elles désirent obtenir en vue de l'application de la loi existante ou de toute autre loi qui pourrait être votée sur la question d'ici quelques semaines. Elles ont le droit de demander les renseignements, mais elles doivent attendre quant aux inscriptions.

M. Grenier: Une question additionnelle, une dernière. Il semble bien que ce sont des inscriptions qui ont été faites. Maintenant, ce n'est pas un blâme bien sûr; je pense que c'est un magnifique travail qui se fait là, mais je pense qu'il s'agit là d'un amendement qui est important. Si on fait mettre déjà dans les dossiers de ces commissions scolaires et des étudiants cet amendement qui fait qu'on accepte les enfants dont les parents ont fréquenté des écoles anglophones en dehors du Québec, je pense que c'est déjà un point important. Cet amendement va faire l'affaire de pas mal de monde, si le ministre l'accepte déjà. Ce n'est pas que de l'information qu'on demande; ce sont vraiment des inscriptions.

Je voudrais savoir s'il est informé de ces inscriptions qu'on y fait.

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

Règlements relatifs aux camions commerciaux

M. Giasson: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Nous savons

que, depuis quelques semaines, de nombreux camionneurs de bois à pâte au Québec ont reçu une ribambelle d'infractions à une loi qui régit le poids et la charge des camions au Québec. J'aimerais savoir du ministre s'il est prêt à étudier la possibilité d'avoir la même clémence à l'endroit des camionneurs de bois à pâte que celle qu'il a eue à l'endroit de tous ceux qui ont contrevenu à certaines dispositions des lois 23 et 253. Est-ce que le ministre serait prêt à examiner la capacité de sa part d'accorder une absolution ou pardon de la même manière qu'on l'a fait à d'autres groupes de Québécois qui ont enfreint d'autres lois?

M. Bédard: M. le Président, je voudrais simplement rappeler au député que cela fait déjà deux fois qu'ils ont été pardonnés, si on s'en réfère au passé. Dans un premier temps, j'ai demandé de faire enquête aux fins de savoir quelles étaient les raisons pour lesquelles le gouvernement précédent n'avait pas porté plainte dans un laps de temps relativement court après que les infractions eurent été signalées au ministère. Je n'ai pas eu de rapport sur cet aspect de la question concernant la possibilité d'étudier avec compréhension l'ensemble du problème, puisqu'il y en a un. Étant donné qu'il y a eu un très grand laps de temps avant que les plaintes ne soient portées, certains conducteurs ou propriétaires de camions se réveillent aujourd'hui avec plusieurs plaintes portées en même temps qui représentent des montants d'amendes très élevés. Je crois que je ferai suite à la demande — c'est comme cela que je la prends — du député, à l'effet d'étudier l'ensemble de la situation.

M. Giasson: Question additionnelle, M. le Président.

J'ai analysé beaucoup de plaintes qui ont été reçues ces derniers temps par ces camionneurs. Toutes celles que j'ai constatées remontent, dans la période la plus éloignée, à décembre 1976. Je dois reconnaître cependant que certaines plaintes touchent la dernière période de dégel. Ce n'est pas vis-à-vis de ce type de plaintes que j'interviens, mais vis-à-vis des plaintes qui ont été portées en dehors de ce qu'on appelle la période de dégel. Le ministre sait très bien, parce qu'il connaît cette catégorie de travailleurs, il y en a dans sa région, que ces gens ont souvent de la difficulté à joindre les deux bouts et doivent travailler 12 et 15 heures par jour pour être capables de faire face à leurs obligations et faire vivre leur famille.

Je considère — et j'apprécie l'attitude du ministre — que le ministre devrait pousser plus loin son interrogation de manière à accorder une clémence ou un pardon à tous ces travailleurs camionneurs de bois à pâte au Québec.

M. Bédard: Je pense que vous savez que le ministre de la Justice est compréhensif quand c'est possible. Non seulement je vais pousser plus loin mes interrogations, mais, tel que je vous l'ai dit tout à l'heure, pousser plus loin l'analyse de

l'ensemble de la situation, sachant très bien, tel que vous l'avez exprimé, qu'il s'agit de travailleurs qui effectuent un nombre d'heures considérables pour un revenu qui, souvent, ne leur permet que de joindre avec difficulté les deux bouts.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

Intervention policière à Montréal

M. Bisillon: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice, que j'ai prévenu. Le ministre connaît sûrement comme chacun de nous les événements qui se sont produits hier devant l'édifice du journal La Presse lors d'une manifestation pacifique organisée en appui aux travailleurs du Centre éducatif et culturel en grève depuis maintenant près de dix mois.

M. Grenier: M. le Président, j'avais une question additionnelle à celle du député de Montmagny-L'Islet.

Une voix: Plus tard.

Le Président: Il ne faut pas multiplier le nombre de questions additionnelles; c'est même à la demande de tous les partis politiques. On m'a demandé de ne pas multiplier les questions additionnelles, et à cause de cela je vais donner la parole au député de Sainte-Marie.

M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisillon: Merci, M. le Président. Lors de cette manifestation, des manifestants ont subi une charge de l'escouade antiémeute de la CUM. Lors de cet assaut, plusieurs manifestants ont été matraqués, dont André L'Heureux qui est le vice-président de la CSN et Maurice Amram qui est le président de la Fédération nationale des communications.

Le ministre pourrait-il me dire, suite à ces événements, premièrement, s'il sait déjà qui a donné l'ordre motivant cette charge policière? Deuxièmement, le ministre entend-il donner suite à la demande d'enquête formulée d'une part, par le RCM de Montréal et, d'autre part, par la Ligue des droits de l'homme? Troisièmement, prévoit-il pour l'avenir des mécanismes empêchant que de telles situations se reproduisent?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Je ne prononcerai pas de jugement sur l'ensemble de la situation tel que semble le faire le député qui me pose la question. Je puis lui dire qu'avant même de recevoir quelques représentations que ce soit de quelque organisme que ce soit, dès hier, j'ai demandé au directeur du service de police de Montréal de faire enquête concernant les faits auxquels vous faites allusion concernant l'intervention policière qui a eu lieu à l'occasion d'une manifestation devant l'édifice du journal La Presse.

Je n'ai eu qu'un rapport très préliminaire que cet après-midi, et même plus que préliminaire. J'ai

exigé un rapport circonstancié. Dès que je l'aurai, je pourrai faire part du contenu au député.

Également, je profite de l'occasion, puisqu'il s'agit d'intervention policière, pour souligner que j'ai eu des télégrammes concernant d'autres interventions policières. Un entre autres en ce qui a trait à celle qui s'est produite devant l'hôpital Santa Cabrini. J'ai demandé une enquête. J'ai effectivement constaté qu'il y avait eu violence. Je m'apprête à demander que la Commission de police fasse enquête sur ce cas. Je ne voudrais pas qu'on interprète le fait qu'il y a une demande d'enquête comme une condamnation vis-à-vis de l'action des policiers. Je veux être bien clair. Étant donné qu'il y a eu violence, il est nécessaire de pousser l'enquête. J'ai fait une demande à cet effet à la Commission de police.

J'ai également eu un télégramme concernant l'intervention policière en ce qui a trait à la grève des meuniers. Dans ce cas, je dois vous dire que je n'ai eu aucun fait précis et probant qui me permet à l'heure actuelle de pousser cela plus loin.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: Ma question additionnelle, M. le Président, est en deux temps. Peut-être qu'une partie pourrait s'adresser au ministre du Travail. Est-ce que le ministre de la Justice, entre autres, est au courant du fait qu'il y a deux ans, à la suite de l'occupation de l'usine de la United Aircraft et de l'intervention policière à cet endroit, des plaintes avaient été déposées auprès de la Commission de police et qu'on attend toujours, après deux ans, le rapport de la Commission de police? Dans de telles enquêtes, est-ce que le ministre de la Justice peut s'engager à ce que, au moins, les rapports produits sortent plus régulièrement et plus rapidement pour qu'au moins les travailleurs sachent à quoi s'en tenir? Deuxième temps de la question additionnelle. M. le Président, il semble que depuis un certain temps ce genre d'intervention policière se multiplie. Est-ce qu'on répondra au vœu du président de la Fraternité des policiers, M. Gilles Masse, qui, en réponse à une demande de la Ligue des droits de l'homme, implorait une législation soit à l'intérieur du Code du travail, soit par le biais du ministère de la Justice, pour encadrer les interventions policières?

Il était clair que le président de la Fraternité des policiers trouvait la situation injustifiée.

M. Lavoie: La question a été posée.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, à la première partie de la question du député, je puis lui dire que je ferai les pressions nécessaires afin que la Commission de police enquête rapidement, tenant compte cependant des difficultés qu'il peut y avoir dans de telles enquêtes en ce qui a trait à la preuve qui doit être faite. Concernant les interventions policières et l'amélioration des mécanismes d'intervention policière, je crois qu'il y a lieu, certainement, de s'interroger sur les améliorations

possibles qui peuvent être apportées concernant l'efficacité ou l'opportunité des interventions policières lors des conflits de travail. Ce n'est pas un problème facile parce qu'il faudra quand même reconnaître que, dans un premier temps, on est toujours porté à blâmer les policiers, mais il faudra reconnaître aussi que ceux-ci interviennent toujours dans des situations d'urgence, à des moments où les esprits sont surchauffés. Ceci n'empêche pas qu'il y a nécessité de faire un travail d'analyse dans ce domaine. Je suis prêt à travailler en collaboration avec le ministère du Travail pour effectuer cette analyse en fonction de la réforme de l'ensemble des lois du travail.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud? Alors, Mme le député de L'Acadie.

Manifestation aux Affaires sociales à Québec

Mme Lavoie-Roux: Il y a quelques semaines, M. le Président, j'ai posé au ministre de la Justice des questions au sujet de l'expulsion des manifestants qui occupaient le ministère des Affaires sociales à Québec, occupants qui n'avaient pas manifesté de violence mais dont on avait exigé l'identification avant qu'ils ne quittent les lieux. Le ministre de la Justice m'avait assurée qu'il demanderait de faire enquête sur cette situation. J'aimerais aujourd'hui lui demander s'il a des résultats sur cette enquête et de les faire connaître à la Chambre, si tel est le cas.

M. Bédard: Je dois vous dire que je n'ai pas les résultats — ils n'ont pas été portés à ma connaissance — ce qui ne veut pas dire que le rapport d'enquête ne soit pas rédigé, mais je vais vérifier. Je puis cependant vous assurer que j'ai donné des instructions pour que la cueillette des noms auxquels vous vous référiez, qui pourrait éventuellement servir à la confection de listes dans le genre de ce qui était ramassé au CAD — je pense que l'Opposition officielle en connaît plus que moi dans ce domaine; de toute façon, on a brûlé ces listes — des ordres ont été donnés, dis-je, pour qu'il ne reste pas de listes ou de dossiers qui soient susceptibles de suivre les personnes.

Mme Lavoie-Roux: Je voudrais poser une question supplémentaire. J'avais également demandé au ministre: — et là il m'assure qu'il a donné des instructions pour que les listes ne soient pas conservées — Est-ce qu'à l'avenir il sera coutumier de demander aux occupants qui n'ont manifesté de violence sous aucune forme, de s'identifier avant qu'ils ne quittent l'endroit qu'ils occupent?

M. Bédard: Quitte à émettre une politique générale, tout dépend des circonstances. Il me semble qu'il y a lieu de faire l'évaluation, selon les circonstances. Qu'il y ait trois personnes, à un moment donné, qui occupent des bureaux, que ce soit celui d'un ministre ou encore d'une autre personne ou d'un député de l'Opposition ou du gou-

vement, il semble que ce n'est pas faire preuve d'ostracisme que de savoir, au moins, quels sont les noms de ces personnes et d'avoir les renseignements nécessaires pour agir en conséquence ou les rejoindre, s'il y a lieu de porter des plaintes.

Mme Lavoie-Roux: Vous ne les avez pas poursuivis?

M. Bédard: Non, ce n'est pas ce que je vous ai dit. J'ai fait appel à votre jugement.

Le Président: M. le ministre du Travail a manifesté l'intention de répondre à une question qui lui avait été adressée en partie, tout à l'heure, par M. le député de Sainte-Marie. M. le ministre du Travail.

M. Couture: Un seul petit commentaire, sur la question...

M. Lavoie: Est-ce la fin de la période des questions?

M. Couture: Il y avait une question qui m'avait été adressée.

Le Président: Non, c'est que tout à l'heure, j'avais omis de laisser le ministre du Travail répondre.

M. Lavoie: Nous continuerons après.

Le Président: J'autoriserai après deux questions, l'une à M. le député de Bellechasse et l'autre à M. le député de Beauce-Sud.

Intervention policière (suite)

M. Couture: M. le Président, en réponse à l'interrogation du député de Sainte-Marie, les policiers, ce sont des travailleurs et ils ont à faire appliquer des lois. J'ai remarqué souvent que le fait d'appliquer des lois développe des mentalités. Quand les lois sont de style répressif ou antiouvrières, évidemment, ceux qui ont la responsabilité de les faire appliquer peuvent, peut-être même inconsciemment, développer ces mentalités. Ce que je dis au député de Saint-Marie, c'est qu'effectivement plus nous améliorerons nos lois ouvrières, plus dans les faits et dans les lois on manifestera ce préjugé favorable aux travailleurs évidemment, les policiers — je le souhaite ici publiquement — développeront des mentalités en conséquence.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

Contrats de construction dans la région de Montréal

M. Goulet: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce ou possiblement au ministre d'État au développement économique. J'aimerais savoir, M. le Président, ce qu'entend faire, en plus de ses déclarations, le ministre face à la situation qui prévaut

actuellement dans le grand Montréal. Selon une recherche économique pour le compte de la Communauté urbaine de Montréal, pour les quatre premiers mois de l'année, la valeur des contrats de construction accordés, sur l'ensemble du territoire de la CUM a été de tout près de 50%, 48,7%, je crois, moindre que celle réalisée durant la même période en 1976. Incidemment, M. le Président, j'aimerais savoir également s'il attribue ce triste record à la seule orientation du gouvernement en matière culturelle et constitutionnelle ou s'il voit là, également, d'autres causes?

Le Président: M. le ministre.

M. Landry: M. le Président, d'abord, permettez-moi de vous adresser une demande qui devrait être agréée par tout le monde? Je devais répondre à une question qui était sensiblement la même et qui était venue du député d'Outremont, il y a quelques jours. Est-ce que je pourrais combiner les deux réponses? Je vous avais demandé de me mettre à l'horaire pour répondre au député d'Outremont.

Si j'ai retardé de quelques jours pour donner ma réponse, c'est que je n'avais pas le document auquel il était fait allusion par les deux députés. J'ai appelé au bureau du député d'Outremont où on ne l'avait pas non plus, le député d'Outremont s'étant renseigné par téléphone. J'ai fait venir ce document de Montréal et voici la réponse que ce document m'inspire après analyse.

Premièrement, je pense qu'il y a une certaine erreur de méthodologie à isoler, quand on veut porter un jugement — le député d'Outremont avait parlé de douche froide — une région et un secteur et, à plus forte raison, un mois, particulièrement dans le secteur de la construction industrielle. Comme cette construction n'est pas atomisée comme pour des bungalows, un seul contrat peut déséquilibrer tous les chiffres pendant un mois ou pendant plusieurs mois s'il est annoncé par tranches. Je fais remarquer, par ailleurs, que dans le même document, il est fait état de l'augmentation phénoménale, en 1976, pour les raisons que l'on sait, de la construction dans la région métropolitaine de Montréal, qui avait augmenté de 87%, alors que dans la région de Toronto, qui est notre point de comparaison, l'augmentation n'avait été que de 4%. Alors, forcément, il y a eu gonflement à un endroit, retard à l'autre.

M. Lavoie: En quelle année?

M. Landry: En 1976. Même dans le secteur industriel...

M. Lavoie: C'était l'austérité, en 1976.

M. Landry: Non, je vais vous parler des chiffres du début de 1967. M. le Président, je pense qu'au moins le député de l'Union Nationale est intéressé à écouter ma réponse, et certains collègues libéraux, par respect pour ce qu'il veut entendre, devraient me laisser terminer. N'êtes-vous pas de cet avis, M. le Président?

M. Lavoie: Mon Dieu!

M. Landry: Dans le secteur industriel, l'augmentation, en 1976, avait été de 16% pour la région de Montréal contre à peine 3% pour la région métropolitaine de Toronto. Donc, même phénomène d'accumulation dans un cas et de vacuum dans l'autre. Au début de 1977 — et là je rejoins plus particulièrement la question du député de l'Union Nationale — dans la région de Montréal, on a été en avance sur l'Ontario pendant les trois premiers mois de 1977. Ce n'est qu'en avril qu'on a eu un mois où nous n'étions pas en avance. Ce mois n'est pas significatif comparé aux trois qui ont précédé. Quand on sait quel est l'attrait industriel de Toronto par rapport à Montréal depuis 1955, on ne s'étonnera pas si on n'est pas en avance sur eux tous les mois depuis 1967.

Et dans la construction industrielle en particulier, il faut remarquer que Montréal, en chiffres absolus, était en avance sur Toronto en janvier et février, pour la construction industrielle à laquelle il était fait allusion. Même en comparant 1977 à l'année exceptionnelle de 1976, il y a eu une augmentation de 36% de la construction résidentielle en avril 1977, par rapport à 1976, à Montréal, alors qu'on sait que l'année antérieure, pour les raisons connues, était une année exceptionnelle et malgré cela on a eu 36% de plus en avril. Je ferais également remarquer que pour l'ensemble du Québec, cela est assez important, surtout pour un député qui ne vient pas de Montréal, pour l'ensemble du Québec, les contrats de construction ont augmenté de 8%, et pour l'ensemble de l'Ontario, dans le premier trimestre de 1977, ils ont baissé de 8%. Ce qui voudrait dire, et ce n'est pas désagréable à entendre, qu'une certaine décentralisation des investissements est en train de se produire. Montréal garde une certaine performance acceptable ainsi que d'autres régions. Ce qui, évidemment, est loin d'être mauvais en soi.

M. Goulet: Question additionnelle, M. le Président. Lorsqu'on mentionne un député qui ne vient pas de Montréal, je dirai au ministre, si vous me permettez, M. le Président, que de chaque côté de la Chambre il y a des gens qui peuvent rayonner en dehors d'un comté, peut-être au niveau de toute une province.

J'aimerais savoir du ministre s'il prévoit un sommet économique seulement pour la région de Montréal. Deuxièmement, on a entendu parler d'un projet de livre vert ou bleu, peu importe la couleur, pour donner suite au sommet économique. Ce livre doit témoigner de l'orientation précise du gouvernement, s'il en est une, en matière économique, à l'heure où les seules intentions précises — je dis bien précises — qu'on connaisse du gouvernement sont purement d'ordre culturel et constitutionnel, ce qui, à mon humble avis, on le sait, maintient un climat d'incertitude au niveau des investisseurs.

M. Landry: Je vais négliger l'introduction et la conclusion de la question du député, comme le règlement m'autorise à le faire; pour les parties

sérieuses de son intervention, je voudrais lui dire que le sommet économique aura des suites immédiates à cause d'un certain consensus des participants. Et cela n'a rien à voir avec la stratégie de développement qui, elle, comme nous l'avons dit, fera l'objet, à la fin de l'automne, d'une divulgation d'intentions un peu plus globales de la part du gouvernement, les diverses stratégies sectorielles étant présentement en voie d'élaboration.

Le Président: M. le député d'Outremont, question additionnelle.

M. Raynald: Je pense que la réponse du ministre a confirmé les chiffres qui avaient été avancés la semaine dernière et qui sont les mêmes qui ont été donnés cet après-midi en ce qui concerne le secteur industriel.

Est-ce que, sur le plan méthodologique, le ministre accepterait que lorsqu'on compare un mois, si on le compare avec le mois de l'année précédente, il faudrait deux accidents, dans les deux mois des deux années, pour que la méthodologie soit fautive?

En second lieu, n'admet-il pas qu'il est bien préférable de prendre des périodes un peu plus longues? Dans mon cas, j'avais pris les quatre premiers mois de l'année 1977; il me semble que c'est plus significatif que les statistiques sur une base mensuelle dans ce cas-là.

M. Landry: Sur le plan méthodologique, le député d'Outremont a peut-être raison, sauf pour le secteur de la construction industrielle. Je vais lui donner un exemple simple, qui n'est peut-être pas très universitaire, mais qu'il comprendra très facilement. Figurez-vous que GM vient d'annoncer, à Sainte-Thérèse, un investissement de \$36 millions; comparé au mois dernier, à Sainte-Thérèse, c'est une fichue grosse augmentation et, comparé au mois prochain, ce sera une fichue de grosse diminution. Un gros investissement industriel peut déséquilibrer tous les chiffres. Si j'admettais sa méthodologie, pour des investissements plus atomisés, je ne serais pas porté à le suivre sur ce sentier pour la construction industrielle.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

Démission du délégué général à Paris

M. Roy: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales. Le 27 mai dernier, je lui posais une question au sujet d'un article paru la veille dans un journal de Québec, concernant le délégué général du Québec à Paris, à la suite d'une nouvelle voulant qu'il devait quitter ses fonctions plus tôt que prévu et qu'il n'avait pas été averti de la date de la résiliation de son bail. J'aimerais demander au ministre si le délégué général, libéral comme certains l'appellent, est toujours en fonction, à quelle date il doit partir, s'il est exact qu'il doit partir plus tôt que prévu, s'il est exact que le bail a été annulé sans qu'il en soit averti.

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, effectivement j'avais remarqué cet article dans le journal il y a quelques jours. Vérification faite, ce qui était dans le journal était inexact, parce que M. Cloutier avait offert de démissionner au moment où il est venu ici, au mois de janvier. On s'était entendu pour que sa démission ait lieu au cours de l'été, première partie de la réponse.

Deuxième partie de la réponse. Il n'est donc pas vrai qu'il a appris les intentions du gouvernement à son endroit à partir d'une note concernant le fait que son loyer ne serait pas renouvelé à partir du mois de septembre, je pense. Donc il le savait avant.

Troisième partie de ma réponse. Il a effectivement démissionné depuis puisque le premier ministre a annoncé l'autre jour qu'un remplaçant avait été désigné à sa place, et il doit rentrer au Québec au cours de l'été. Je ne connais pas la date exacte. Je pense que ces renseignements complètent la réponse aux questions...

M. Burns: Il peut bien rester là-bas s'il le veut.

M. Morin (Louis-Hébert): ... qui m'ont été posées. Je dois dire qu'évidemment, à cause de tout cela, il termine son mandat bien avant terme, c'est sûr.

M. Roy: Une question additionnelle. Après son départ de Paris ou à son retour à Québec, est-ce que M. Cloutier va demeurer à l'emploi du gouvernement du Québec ou s'il va être placé sur les tablettes? Dans le cas d'une réponse affirmative à ma première question, est-ce que le ministre est en mesure de nous dire quelles fonctions lui seront attribuées?

Une voix: On va l'entraîner comme chasseur.

M. Morin (Louis-Hébert): Voici ce qui arrive. C'est que les délégués généraux du Québec sont des employés, en principe, du ministère des Affaires intergouvernementales. Ce sont donc des employés de mon ministère, sauf que dans le cas de M. Cloutier, par exception, avant d'être nommé délégué général, il avait été nommé conseiller spécial au Conseil exécutif et prêté ensuite au ministère des Affaires intergouvernementales pour la durée de son séjour... M. le Président, voulez-vous faire cesser le bruit à mes côtés? Par conséquent, il a été nommé comme délégué alors qu'il était conseiller spécial au Conseil exécutif. Je regrette que le premier ministre ne soit pas ici maintenant, parce que je pourrais lui annoncer en même temps qu'à vous qu'à partir de son retour, en principe, il doit être conseiller spécial au Conseil exécutif. Donc...

M. Roy: La réponse du ministre m'amène évidemment à poser une troisième question, une courte question. Est-ce qu'effectivement il sera conseiller au bureau du premier ministre ou s'il sera sur une tablette spéciale, une tablette à \$60 000 par année, avec un titre semi-officiel de conseiller au bureau du premier ministre?

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, je ne suis pas très familier avec les règlements de la Chambre, mais j'ai l'impression que c'est le genre de question dont je peux prendre avis.

M. Roy: M. le Président, est-ce que je pourrais demander au ministre puisqu'il a fallu que je repose ma question, car il en avait pris avis l'autre jour, et devait me répondre le mardi suivant, comme il s'est écoulé un bon bout de temps depuis, si on peut avoir la réponse du ministre demain?

M. Morin (Louis-Hébert): Le plus rapidement possible. C'est celle du premier ministre que vous pourriez avoir demain, cela va faire pareil?

M. Roy: Est-ce que le ministre va se charger de lui en parler au premier ministre?

M. Morin (Louis-Hébert): On me dit que le premier ministre ne sera pas ici demain. Pardon, je n'ai pas compris, je m'excuse.

M. Roy: J'ai dit: Est-ce que le ministre va se charger de lui en parler, d'en discuter avec le premier ministre?

M. Morin (Louis-Hébert): Vous pouvez tenir cela pour acquis.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Fin de la période des questions. M. le député de Saint-Louis m'a adressé, dans les délais requis par le règlement, une requête pour un débat d'urgence. M. le député de Saint-Louis, je vous demanderais de bien vouloir, très brièvement, justifier l'urgence de la question.

Demande de débat d'urgence

Démolition d'édifices à Montréal

M. Blank: Oui, M. le Président. L'article 78 donne le droit à un député de demander un débat d'urgence pour discuter d'un sujet dont l'étude s'impose d'urgence et qui est de la compétence de l'Assemblée nationale. Cela a trait à l'urgence du débat, pas nécessairement à celle du problème. Dans le cas que je veux porter à l'attention de la Chambre, il y a les deux, l'urgence du débat et l'urgence du problème.

Le problème, c'est celui de démolitions dans la ville de Montréal. Le problème actuel — le ministre des Affaires municipales et le ministre des Affaires culturelles sont au courant — c'est qu'il y a des cas généraux, mais trois cas spécifiques sur la rue Drummond où les gens ont commencé illégalement à démolir. La ville de Montréal veut les arrêter nonobstant tout cela, à ce moment-ci on se trouve dans la situation où le ministre des Affaires culturelles dit qu'il ne peut rien faire et le ministre des Affaires municipales dit qu'il ne peut rien faire.

Je veux avoir un débat à ce moment-ci pour sensibiliser la population et les ministres. Peut-être que nous pourrions faire quelque chose dans

des délais plus brefs pour sauver ces bâtisses et même l'hôtel Laurentien, si on peut faire adopter une loi immédiatement. Avec l'accord de l'Opposition officielle, on peut la faire adopter la même journée pour donner le droit à la ville de Montréal d'arrêter ces démolitions.

Le Président: M. le député de Saint-Louis, malheureusement, les auteurs sont tous d'accord pour dire qu'un débat d'urgence ne doit être accordé que dans des cas rarissimes. Nonobstant l'importance de la question que vous soulevez, elle n'est pas d'une importance telle qu'elle puisse justifier d'arrêter les travaux de la Chambre.

M. Blank: Dites cela aux gens de Montréal.

M. Burns: M. le Président, sur une question comme celle-là qui, je l'admetts, est très importante et après consultation auprès du ministre des Affaires culturelles, est-ce que le député de Saint-Louis accepterait que demain, à la période des questions ou après, avec votre permission, M. le Président, le ministre des Affaires culturelles donne son point de vue à ce sujet, ce qui peut-être nous épargnerait un débat et peut-être satisferait le député de Saint-Louis?

M. Blank: Peut-être aussi que le ministre des Affaires municipales peut nous dire où est rendue la loi antidémolition.

M. Burns: D'accord. Si on s'entend, M. le Président, demain, après la période des questions, le ministre des Affaires culturelles et, si c'est nécessaire, le ministre des Affaires municipales, donneront une réponse là-dessus. D'accord?

M. Blank: Oui.

Le Président: Affaires du jour.

Travaux parlementaires

M. Burns: M. le Président, comme à l'accoutumée et maintenant à la veille de terminer l'examen des crédits des divers ministères, je m'apprête à proposer l'ajournement de nos travaux à demain, 10 heures.

Cependant, immédiatement après l'ajournement de nos travaux, au salon rouge se poursuivront les travaux de la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications relativement au projet de loi no 1. À la salle 81-A, la commission des affaires sociales poursuivra l'examen des crédits du ministère des Affaires sociales. À la salle 91-A, la commission des corporations professionnelles examinera le programme 12 des crédits du ministère de l'Éducation, soit ceux concernant l'Office des professions.

M. le Président, il en sera de même à 20 heures jusqu'à 23 heures ce soir, au salon rouge et à la salle 81-A en ce qui concerne le ministère des Affaires sociales. À la salle 91-A, la commission parlementaire des consommateurs, coopératives

et institutions financières reprendra l'examen des crédits de ce ministère là où elle l'avait laissé il y a déjà au-delà de trois ou quatre semaines.

Demain matin, M. le Président, nous aurons toujours la commission parlementaire relativement au projet de loi no 1, après la période de questions. À la salle 81-A, il y aura la poursuite de l'examen des crédits du Conseil exécutif, plus particulièrement, relativement à l'OPDQ. C'est le programme jusqu'à demain. Je serai en mesure, après consultation avec les leaders de l'Opposition, de vous donner probablement demain matin le programme pour l'ensemble de la semaine prochaine où nous envisageons, les crédits étant terminés, de commencer possiblement à faire de la législation.

M. Grenier: Il n'y a que deux commissions prévues pour demain.

M. Burns: C'est-à-dire que demain il n'y a que deux commissions prévues. Il serait peut-être possible qu'il y en ait une troisième, mais la troisième n'est pas décidée au moment où je vous parle.

M. Lavoie: En vertu de l'article 34, une courte question. Il est prévu, suite aux propos du ministre de la Justice, qu'au début ou au courant de la semaine prochaine la commission de l'exécutif siège pour l'étude du projet de loi no 2 et entende le président des élections et, à la demande du député de Beauce-Sud, un membre de la Commission des droits de la personne.

Si c'est véridique qu'on siégera la semaine prochaine, les témoins étant là, est-ce que le ministre peut nous assurer que nous aurons une réimpression du projet de loi pour la semaine prochaine? Il avait annoncé que le projet de loi serait réimprimé.

M. Burns: Le projet de loi sera réimprimé, si c'est le désir de la commission, dans les plus brefs délais possible. Mais c'est une question que je ne peux pas contrôler, c'est une question purement d'ordre pratique. Si la commission a terminé ses travaux la semaine prochaine et si elle me donne mandat de faire réimprimer le projet, ce sera dans les plus brefs délais possible. Je souhaiterais, moi aussi, que ce soit dans le courant de la semaine prochaine que le projet soit réimprimé.

M. Lavoie: Souvent, à plusieurs occasions, des projets de loi ont été réimprimés entre la première et la deuxième lecture, ou à d'autres moments de l'étude du projet de loi, et la coutume n'est pas que ce soit toujours la commission qui le propose. En général, c'est le ministre qui décide s'il doit être réimprimé ou non à cause des amendements qu'il peut apporter.

M. Burns: Sauf que vous me surprenez beaucoup, vous qui me taxez d'être un dictateur absolu, en me demandant d'outrepasser les pouvoirs de la commission entre autres, que je lui confère, les pouvoirs de la Chambre et, également, les pouvoirs du Conseil des ministres. Il est possible

que le Conseil des ministres doive se pencher sur une telle réimpression. Je vous dis tout simplement que j'ai l'intention de me plier à tous ces impératifs. Eventuellement, en temps et lieu, au moment précis, avec l'autorité précise, le projet de loi, si c'est le désir de la commission, du Conseil des ministres et de la Chambre, sera réimprimé.

M. Grenier: M. le Président.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Gratton: M. le Président, sur le même sujet, très brièvement, j'aimerais demander au ministre s'il sait quel jour, la semaine prochaine, cette commission sera appelée à siéger. Est-ce qu'il peut être en mesure de nous le dire tout de suite?

M. Burns: Possiblement mardi matin.

M. Grenier: M. le Président, à la suite de cette réimpression du projet de loi, j'aurais préféré — cela a été mon vœu lors de la dernière journée où on a siégé — que le projet de loi ne soit pas déposé avant qu'on ait la comparution du juge Drouin principalement. Je pense qu'il serait un peu indécent de demander des opinions du juge Drouin sur un projet de loi réimprimé.

M. Burns: C'est exactement mon point de vue et c'est pourquoi je ne peux pas vous dire quand le projet de loi sera réimprimé.

M. Saint-Germain: Est-ce que je pourrais demander au leader du gouvernement si on pourrait avoir une copie des mémoires qui ont été soumis à Mme le ministre lors de sa tournée de consultation populaire en province relativement à l'assurance-automobile?

M. Burns: Je pense qu'il ne s'agissait pas là d'une commission parlementaire, il s'agissait beaucoup plus de documents qui étaient soumis au ministre. Maintenant, comme vous aurez l'occasion ce soir de siéger en commission parlementaire des consommateurs, coopératives et institutions financières, je pense que vous pourrez vous adresser directement au ministre. Il s'agit de documents qui appartiennent au ministre et non pas de documents qui ont été soumis à une commission parlementaire.

M. Saint-Germain: Il travaille pour le gouvernement, lui.

M. Burns: Là, le ministre décidera. Je ne pense pas que je sois en mesure, comme leader parlementaire du gouvernement, de vous donner cette assurance, étant donné que ce ne sont pas des documents sessionnels, étant donné que ce ne sont pas des documents qui ont été déposés devant une commission parlementaire.

M. Saint-Germain: Sans avoir cette assurance, M. le Président, vu que Madame est ici et que les travaux en commission parlementaire...

M. Burns: Non, vous avez posé la question au leader du gouvernement, le leader du gouvernement vient de vous répondre. Vous avez, ce soir, une commission parlementaire, vous vous adresserez au ministre, à ce moment, c'est tout.

M. Saint-Germain: M. le Président, vu qu'on commence les travaux à 20 heures, si j'avais pu avoir ces mémoires avant, j'aurais pu me préparer en vue des travaux.

Le Président: Mme le député de L'Acadie, en vertu de l'article 34?

Mme Lavoie-Roux: Oui. Le leader du gouvernement pourrait-il me dire s'il prévoit que la commission parlementaire pour l'étude du projet de loi no 1 va siéger lundi? J'ai oui dire que oui. Maintenant, cela semble incertain. Compte tenu du fait que le lundi, on veut prendre des rendez-vous dans notre comté, il serait heureux que nous le sachions un peu à l'avance.

M. Burns: Lundi qui vient, la commission ne siégera pas. C'est absolument certain. Quant aux autres lundis, ou encore quant à d'autres dispositions relativement à cette commission, je suis actuellement en train de discuter de cette question avec les leaders parlementaires de chacun des partis de l'Opposition.

Motion d'ajournement des travaux de la Chambre

Le Président: M. le leader du gouvernement, faites-vous motion d'ajournement?

M. Burns: Oui. Si les questions posées en vertu de l'article 34 sont terminées, cela va me faire plaisir, M. le Président, de proposer l'ajournement de nos travaux, à demain, 10 heures.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur la motion

Mme le Vice-Président: Alors, nous allons procéder au vote sur la motion de M. le leader du gouvernement à l'effet d'ajourner les travaux de cette Assemblée à demain, dix heures. Que ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Duhaime, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Lazure, Garon, Tardif, Grégoire, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Godin, Johnson, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Ouellet, Perron, Brassard, Clair, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Ga-

gnon, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Mme le Vice-Président: M. Blank n'était pas à son siège au moment du vote. Alors, il n'y a pas consentement. Y a-t-il des abstentions?

Le Secrétaire adjoint: M. Gosselin.

Mme le Vice-Président: Est-ce que j'ai demandé si...

Le Secrétaire adjoint: Pour: 93 — Contre: 0 — Abstentions: 1

Mme le Vice-Président: Si vous faites encore autant de bruit qu'hier, il va se produire, encore une fois, un malentendu au sujet de ce qu'il advient de la motion. Hier, j'avais bien dit qu'elle était rejetée et on n'a pas entendu.

Aujourd'hui, cette motion est adoptée.

Il y a donc ajournement des travaux de cette Assemblée à demain matin, dix heures.

(Fin de la séance à 16 h 31)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*